

stances atténuantes, est condamné à sept ans de réclusion.

Défenseur : M^{rs} Trenteaux.
Le affaire : Fauv en écriture. — Les accusés sont les nommés Georges Haberschille, employé du chemin de fer du Nord, et Eugénie Pottier, femme Haberschille.

Le 6 novembre 1870, M. Stievez, notaire à Landrecies, expédiait le par chemin de fer à son collègue, M. Savigny, de Sedan, une somme de 9,992 fr. 55 c., le tout renfermé dans un sac de toile ficelé et cacheté ; les billets de banque se trouvaient placés dans une enveloppe.

Or, pendant que l'instruction commençait, une autre information se terminait à Hinson, et le nommé Haberschille, employé aux écritures, était accusé d'avoir soustrait dans une expédition de valeurs une somme de 570 fr., et, quelques heures plus tard, on trouvait en ses mains plusieurs billets signés par M. Stievez.

Le 7, M. Savigny informait par dépêche M. Stievez que l'enveloppe était bien dans le sac, mais qu'elle ne contenait pas de billets. M. Stievez était sûr de ne pas s'être trompé. Il porta plainte. Une enquête fut ouverte par les agents de la police du chemin de fer.

M. Stievez, qui avait conservé les numéros des billets adressés à son collègue, les signala aussitôt.

Comme employé du télégraphe, Haberschille avait intercepté la dépêche annonçant le vol pour gagner du temps, et pendant ce délai, il gagna à pied la Belgique, accompagné de sa femme.

Les deux époux furent arrêtés le même jour.

La femme, accusée de complicité, nia sa participation au crime; le mari est entré de suite dans la voie des aveux.

Haberschille est condamné à cinq ans de travaux forcés, sa femme est acquittée.

Défenseurs, M^{rs} Lamiche et de Coussemaker.

Partie civile au nom de la Compagnie du chemin de fer : Avocat, M^r Dubois; avoué, M^r Dossolac.

Le *Petit Journal*, ne se sont pas plus confirmés que les précédents.

De nombreux agents ont parcouru Bagnex et ses environs. Plusieurs maisons et des carrières ont été fouillées, mais sans résultat.

Ce matin, M. Minard, le beau-père de Moyaux, est demandé au cabinet de M. Prinet, juge d'instruction, ainsi que les témoins Bancelin, Chaplain et Hébert, le cafetier de Bagnex.

M^{rs} Moyaux et sa sœur seront également entendues, ainsi que l'ami de Moyaux, rue des Francs-Bourgeois.

Moyaux aurait adressé une lettre à un journal du soir pour annoncer que définitivement il se jetait dans la Seine, à Asnières.

Voici cette lettre qu'un jeune homme aurait trouvée dans la boue, rue Vieilledu-Temple :

« Boulogne-sur-Seine, » 24 février 1877.

« Monsieur le rédacteur en chef, » Je suis un lecteur assidu de votre journal; aussi je suis au courant de tout ce qui se dit sur mon compte. Je vous écris ces mots, que vous pourrez insérer dans votre journal. Ayant manqué mon coup pour tuer ma femme et mon beau-père, ma position n'est plus tenable, et je vois que je finirai par tomber dans les mains de la police; mais, comme je ne veux pas qu'ils me tiennent vivant, je sors de ma retraite, et vais aujourd'hui me jeter à l'eau sur le pont d'Asnières. Quand vous recevrez ma lettre, que je charge un ami sûr de porter dans la boîte de votre journal, les flots m'auront emporté dans l'autre monde.

« A vous mon dernier salut, monsieur le directeur. » V. MOYAUX. »

Il y a tout lieu de croire que cette lettre est le fait d'un mystificateur.

Il a été décidé qu'une somme de 500 francs serait offerte à l'agent de la sûreté qui parviendrait à découvrir la retraite de l'assassin de Bagnex.

Une bien triste nouvelle pour le département du Tarn-et-Garonne. Le phylloxera vient d'y faire son apparition MM. d'Aiguillon, de Beauquesne, Brunel, Pierre Teulé, membres de la Société des Agriculteurs de France, et M. Prosper Lafitte de Lajouanneque, ont constaté la présence du fléau dans un vignoble de la commune de Dunes, canton d'Avalliers.

C'est on ne peut plus inquiétant pour le pays tout entier.

La France, possédée 2 millions 500,000 hectares de vignes. Leur produit annuel est évalué à 1,500 millions, soit le 5^e environ du revenu agricole qui est estimé 3 milliards. Aujourd'hui, 500,000 hectares sont atteints par la maladie.

On lit dans la *Gazette des Tribunaux* :

M. le marquis de Caux, et Mme la marquise de Caux (Adéline Patti) se sont présentés chez M. le président du tribunal civil pour la tentative de conciliation voulue par la loi.

Cette conciliation n'ayant pu avoir lieu, M. le président a rendu une ordonnance autorisant Mme la marquise de Caux à former sa demande et provisoirement se retirer chez sa sœur, Mme Stakosch. L'ordonnance donne, en outre, à Mme la marquise de Caux l'autorisation de chanter, pendant l'instance, à Paris, Vienne, Londres et dans les autres villes pour lesquelles elle a des engagements.

Conseil municipal de Paris, séance du 27 février. Présidence de M. Bonnet-Duverrier. L'administration est autorisée à louer divers locaux pour y installer des classes enfantines, dont la direction sera confiée à des institutrices.

A propos de l'approbation donnée à une convention à passer entre la ville et l'Etat, relativement à la nouvelle délimitation des services militaires au bois de Vincennes, M. Harant rappelle qu'il a signalé l'année dernière l'occupation gratuite des terrains par congrégation tenant à Paris une école qui, n'étant ni primaire ni secondaire, forme cependant des bacheliers.

M. le préfet de la Seine déclara qu'il tiendra toujours la main à ce que les prescriptions de la loi soient observées dans les établissements scolaires.

M. Rigaud demande quelle est la situation légale du cercle militaire établi dans le sous-sol de l'église Saint-Augustin, ainsi détourné de sa destination. M. le préfet de police répond qu'il fera faire une enquête.

Le Conseil invite M. le préfet de la Seine à changer d'urgence les noms des rues St-Arnaud, de Morny, Magnan, Abbatucci, Billault et celui du Boulevard Hausmann, sont émis des vœux pour substituer de nouvelles dénominations.

M. le préfet n'admet pas que les Conseils municipaux aient le droit de donner des noms aux voies publiques, ce droit appartient aux maires.

Hier soir à eu lieu le dîner annuel de la Chambre anglaise de commerce de Paris.

La fête de bienfaisance donnée à l'opéra, a tenu tout ce qu'elle promettait. On s'accorde à dire que les spectateurs déployés aux yeux des spectateurs, dépassent tout ce qu'on a vu jusqu'à présent, malheureusement la duchesse de Magenta, retenue par la maladie du duc de Castries, n'a pu y assister.

Le maréchal de Mac-Mahon est venu à l'heure annoncée, et a tenu réception.

Petite bourse du soir : 3 0/0 73.35. 25. 27 1/2. Emprunt 106.50. 55. 42 1/2. 47 1/2. Turc, 12.27 1/2. 30. 16 1/4. 17 1/2. Egyptienne 6 0/0. 179.37. 178.12. Banque ottomane 378.75. 378.12. Italien 71.85. Chemiers égyptiens 286.12. Extérieurs 41 5/16.

« OLLIER. »
— Père, mon frère Maurice est très malade : voici une dépêche du docteur Ollier. Il faut partir pour Lyon par le premier train !

M. Polosson saisit la dépêche. Elle est datée de Lyon, gare de Perrache, et contient ces deux lignes : « Viens de suite. Maurice châte grave. Lésion interne de la colonne vertébrale. »

« OLLIER. »
Le docteur part pour Bourgoin en voiture, espérant arriver à temps pour prendre le train de Lyon. A Bourgoin, on lui annonce que le train vient de partir.

Cependant deux de ses fils, qui habitent avec lui, ont pris les devants aussitôt que le télégramme leur est parvenu. Ils arrivent à Lyon, ils se présentent chez le docteur Ollier :

— Qu'est-il arrivé à Maurice ?
— Mais, rien que je sache, répond M. Ollier; j'ai vu votre frère hier encore, et je vous assure qu'il était en fort bonne santé.

— Mais ce n'est donc pas vous qui nous avez envoyé une dépêche ?
— Aucune ?

C'était une mystification.
Pour plus de sûreté, on se rend à l'Hôtel-Dieu, où M. Maurice Polosson travaille en qualité d'interne. On le trouve là, fort occupé, mais, du reste, complètement tranquille et la colonne vertébrale intacte.

Une plainte est déposée au parquet. Mais pendant ce temps le médecin de Sérasin était toujours à Bourgoin, attendant le convoi de Lyon, et l'élection du maire s'effectuait sans lui.

Il restait à savoir quel était l'auteur de la dépêche.

La rumeur publique désigna un tailleur du nom de Fabre. La justice découvrit que Fabre s'était rendu à Lyon, qu'il y était resté juste le temps nécessaire pour envoyer du bureau de la gare de Perrache les deux lignes alarmantes.

Fabre avait fait couper sa barbe; mais l'employé du télégraphe, avec lequel on le confronta, déclara catégoriquement le reconnaître.

Le tailleur comparut devant le tribunal de Bourgoin, sous la prévention de délit de fausses nouvelles. Il fut condamné à un emprisonnement de six mois.

Fabre a interjeté appel et il n'a pas à s'en repentir, puisque la Cour de Grenoble réduit sa peine à quatre mois de prison.

« Boulogne-sur-Seine, » 24 février 1877.

« Monsieur le rédacteur en chef, » Je suis un lecteur assidu de votre journal; aussi je suis au courant de tout ce qui se dit sur mon compte. Je vous écris ces mots, que vous pourrez insérer dans votre journal. Ayant manqué mon coup pour tuer ma femme et mon beau-père, ma position n'est plus tenable, et je vois que je finirai par tomber dans les mains de la police; mais, comme je ne veux pas qu'ils me tiennent vivant, je sors de ma retraite, et vais aujourd'hui me jeter à l'eau sur le pont d'Asnières. Quand vous recevrez ma lettre, que je charge un ami sûr de porter dans la boîte de votre journal, les flots m'auront emporté dans l'autre monde.

« A vous mon dernier salut, monsieur le directeur. » V. MOYAUX. »

Il y a tout lieu de croire que cette lettre est le fait d'un mystificateur.

Il a été décidé qu'une somme de 500 francs serait offerte à l'agent de la sûreté qui parviendrait à découvrir la retraite de l'assassin de Bagnex.

Une bien triste nouvelle pour le département du Tarn-et-Garonne. Le phylloxera vient d'y faire son apparition MM. d'Aiguillon, de Beauquesne, Brunel, Pierre Teulé, membres de la Société des Agriculteurs de France, et M. Prosper Lafitte de Lajouanneque, ont constaté la présence du fléau dans un vignoble de la commune de Dunes, canton d'Avalliers.

C'est on ne peut plus inquiétant pour le pays tout entier.

La France, possédée 2 millions 500,000 hectares de vignes. Leur produit annuel est évalué à 1,500 millions, soit le 5^e environ du revenu agricole qui est estimé 3 milliards. Aujourd'hui, 500,000 hectares sont atteints par la maladie.

On lit dans la *Gazette des Tribunaux* :

M. le marquis de Caux, et Mme la marquise de Caux (Adéline Patti) se sont présentés chez M. le président du tribunal civil pour la tentative de conciliation voulue par la loi.

Cette conciliation n'ayant pu avoir lieu, M. le président a rendu une ordonnance autorisant Mme la marquise de Caux à former sa demande et provisoirement se retirer chez sa sœur, Mme Stakosch. L'ordonnance donne, en outre, à Mme la marquise de Caux l'autorisation de chanter, pendant l'instance, à Paris, Vienne, Londres et dans les autres villes pour lesquelles elle a des engagements.

Conseil municipal de Paris, séance du 27 février. Présidence de M. Bonnet-Duverrier. L'administration est autorisée à louer divers locaux pour y installer des classes enfantines, dont la direction sera confiée à des institutrices.

A propos de l'approbation donnée à une convention à passer entre la ville et l'Etat, relativement à la nouvelle délimitation des services militaires au bois de Vincennes, M. Harant rappelle qu'il a signalé l'année dernière l'occupation gratuite des terrains par congrégation tenant à Paris une école qui, n'étant ni primaire ni secondaire, forme cependant des bacheliers.

M. le préfet de la Seine déclara qu'il tiendra toujours la main à ce que les prescriptions de la loi soient observées dans les établissements scolaires.

M. Rigaud demande quelle est la situation légale du cercle militaire établi dans le sous-sol de l'église Saint-Augustin, ainsi détourné de sa destination. M. le préfet de police répond qu'il fera faire une enquête.

Le Conseil invite M. le préfet de la Seine à changer d'urgence les noms des rues St-Arnaud, de Morny, Magnan, Abbatucci, Billault et celui du Boulevard Hausmann, sont émis des vœux pour substituer de nouvelles dénominations.

M. le préfet n'admet pas que les Conseils municipaux aient le droit de donner des noms aux voies publiques, ce droit appartient aux maires.

Hier soir à eu lieu le dîner annuel de la Chambre anglaise de commerce de Paris.

La fête de bienfaisance donnée à l'opéra, a tenu tout ce qu'elle promettait. On s'accorde à dire que les spectateurs déployés aux yeux des spectateurs, dépassent tout ce qu'on a vu jusqu'à présent, malheureusement la duchesse de Magenta, retenue par la maladie du duc de Castries, n'a pu y assister.

Le maréchal de Mac-Mahon est venu à l'heure annoncée, et a tenu réception.

Petite bourse du soir : 3 0/0 73.35. 25. 27 1/2. Emprunt 106.50. 55. 42 1/2. 47 1/2. Turc, 12.27 1/2. 30. 16 1/4. 17 1/2. Egyptienne 6 0/0. 179.37. 178.12. Banque ottomane 378.75. 378.12. Italien 71.85. Chemiers égyptiens 286.12. Extérieurs 41 5/16.

« OLLIER. »
— Père, mon frère Maurice est très malade : voici une dépêche du docteur Ollier. Il faut partir pour Lyon par le premier train !

M. Polosson saisit la dépêche. Elle est datée de Lyon, gare de Perrache, et contient ces deux lignes : « Viens de suite. Maurice châte grave. Lésion interne de la colonne vertébrale. »

« OLLIER. »
Le docteur part pour Bourgoin en voiture, espérant arriver à temps pour prendre le train de Lyon. A Bourgoin, on lui annonce que le train vient de partir.

Cependant deux de ses fils, qui habitent avec lui, ont pris les devants aussitôt que le télégramme leur est parvenu. Ils arrivent à Lyon, ils se présentent chez le docteur Ollier :

— Qu'est-il arrivé à Maurice ?
— Mais, rien que je sache, répond M. Ollier; j'ai vu votre frère hier encore, et je vous assure qu'il était en fort bonne santé.

— Mais ce n'est donc pas vous qui nous avez envoyé une dépêche ?
— Aucune ?

C'était une mystification.
Pour plus de sûreté, on se rend à l'Hôtel-Dieu, où M. Maurice Polosson travaille en qualité d'interne. On le trouve là, fort occupé, mais, du reste, complètement tranquille et la colonne vertébrale intacte.

Une plainte est déposée au parquet. Mais pendant ce temps le médecin de Sérasin était toujours à Bourgoin, attendant le convoi de Lyon, et l'élection du maire s'effectuait sans lui.

Le Sénat a adopté le bill autorisant le gouvernement d'accepter le monument à la libération offerte par la France.

Washington, 27 février, soir.
La commission électorale a rejeté, à l'unanimité, les certificats de votes de la Caroline du Sud qui favoriseraient M. Tilden, et elle a décidé par 8 contre 7 que les votes de cet état seraient comptés pour M. Hayes.

Tarragona, 27 février.
Le roi Alphonse XII arrivera ici aujourd'hui ou demain. Il restera un jour dans notre ville et trois à Barcelone.

Il se rendra ensuite à Rosas et aux îles Baléares.
Le temps est beau et la mer superbe.

Madrid, 27 février, 6 h. 40 a.
Une dépêche officielle de la Havane annonce la pacification complète des Cinco-Villas.

New-York, 27 février.
Le bureau météorologique du *New-York Herald* annonce un mauvais temps probable avec tempête sur les côtes de la Grande-Bretagne et de France à partir de Jeudi 1^{er} Mars.

Constantinople, 27 février.
L'accord s'est définitivement établi aujourd'hui entre la Porte et la Serbie, conformément aux indications télégraphiques hier. Le protocole sera définitivement signé demain. Il contiendra les trois points suivants : 1^o *Statu quo ante bellum*, 2^o amnistie; 3^o évacuation du territoire serbe dans les 12 jours. Le gouvernement serbe remettra ensuite à la Porte une note au sujet des garanties dans laquelle seront mentionnées les quatre points connus; savoir : Défense d'élever de nouvelles fortifications, le drapeau ottoman flottant à côté du drapeau serbe; égalité de traitement pour les Israélites, engagement à prendre par la Serbie, d'empêcher la formation de bandes armées. Il ne sera pas question de résidence d'un agent turc à Belgrade, et la question du Zvornik sera laissée de côté.

Le prince Milan enverrait au grand-vizir un télégramme dans lequel il approuverait les conditions de paix arrêtées. La Porte de son côté, prendrait acte des déclarations de la Serbie, et le Sultan édicterait un nouveau firman.

Londres, 27 février.
Chambre des communes. — M. Bourke dit que le gouvernement n'a reçu aucune information sur la nouvelle, donnée par le *Times*, touchant la démobilisation de l'armée russe.

Londres, 27 février, 2 h. soir.
Le *Times* publie une dépêche de St-Petersbourg 26 février, annonçant qu'un conseil extraordinaire des ministres présidé par l'Empereur et auquel assistait le général Ignatieff, a eu lieu. On assure que dans ce conseil on aurait décidé de démobiliser l'armée du Sud, aussitôt après la signature de la paix entre la Turquie, la Serbie et le Monténégro.

Londres, 27 février 2 heures 20 m. soir.
La hausse qui a eu lieu aujourd'hui, à la Bourse, a été produite par la dépêche du *Times* annonçant que la Russie avait décidé de démobiliser ses troupes, après la signature de la paix entre la Turquie, la Serbie et le Monténégro.

Londres, 27 février, 4 h. 20, soir.
L'Office Reuter déclare avoir reçu des renseignements authentiques qui ne confirment nullement la nouvelle donnée par le *Times*, d'une décision prise hier en conseil à St-Petersbourg, pour la démobilisation de l'armée russe.

Londres, 27 février 6 heures 15 m. soir.
Chambre des Communes. — M. Bourke, sous-secrétaire parlementaire au ministère des affaires étrangères, répondant à M. Wolf, dit que le gouvernement n'a reçu aucune confirmation du télégramme de Saint-Petersbourg, publié dans la seconde édition du *Times*, annonçant la démobilisation de l'armée russe.

L'ambassadeur de Russie, M. le comte Schouvaloff, n'avait, lui aussi, reçu cette après-midi aucune information à cet égard.

Buda-Pesth, 27 février.
Le cabinet Tizza, après avoir été renommé s'est présenté aujourd'hui devant les deux chambres. Le président du Conseil a fait un exposé de la crise et déclaré que le gouvernement accepte la responsabilité du compromis conclu avec l'Autriche.

A la première Chambre M. Majlath; à la seconde, M. Sennyey ont expliqué les motifs par lesquels ils avaient décliné la mission de former un cabinet.

Buda-Pesth, 27 février.
Le *Journal officiel* publie des lettres autographes de l'Empereur d'Autriche, relatives à la réinstallation du cabinet Tizza.

Saint-Petersbourg, 27 février.
Le *Golos* déclare que la conclusion de la paix entre la Turquie et la Serbie ferait rentrer la question d'Orient dans la même phase que celle où elle se trouvait à l'époque de l'accord survenu à Berlin.

Le journal russe ajoute que l'on serait alors forcé de poser la question de l'amélioration du sort des chrétiens de la Turquie.

Vienne, 27 février.
La *Politische correspondenz* dément, d'autre part, les bruits d'une action militaire immédiate de la Russie et dit que des démarches énergiques sont toutefois en perspective.

La décision dépend de la réponse des puissances à la circulaire Gorthschakoff.

La réponse de l'Angleterre est attendue vers la fin de la semaine.

Washington, 27 février, s.
La Chambre des représentants a adopté un projet de loi pourvoyant provisoirement à la vacance dans la présidence des Etats-Unis, dans le cas où aucun des deux candidats ne serait proclamé le 4 mars. Le projet de loi porte que le président du Sénat prendra la présidence s'il possède les qualités

requises par la Constitution, sinon ce sera le président de la Chambre, et si ces deux personnages sont atteints par un cas d'incapacité, ce sera alors le secrétaire d'Etat.

Le Sénat a adopté le bill autorisant le gouvernement d'accepter le monument à la libération offerte par la France.

Washington, 27 février, soir.
La commission électorale a rejeté, à l'unanimité, les certificats de votes de la Caroline du Sud qui favoriseraient M. Tilden, et elle a décidé par 8 contre 7 que les votes de cet état seraient comptés pour M. Hayes.

Tarragona, 27 février.
Le roi Alphonse XII arrivera ici aujourd'hui ou demain. Il restera un jour dans notre ville et trois à Barcelone.

Il se rendra ensuite à Rosas et aux îles Baléares.
Le temps est beau et la mer superbe.

Madrid, 27 février, 6 h. 40 a.
Une dépêche officielle de la Havane annonce la pacification complète des Cinco-Villas.

New-York, 27 février.
Le bureau météorologique du *New-York Herald* annonce un mauvais temps probable avec tempête sur les côtes de la Grande-Bretagne et de France à partir de Jeudi 1^{er} Mars.

Constantinople, 27 février.
L'accord s'est définitivement établi aujourd'hui entre la Porte et la Serbie, conformément aux indications télégraphiques hier. Le protocole sera définitivement signé demain. Il contiendra les trois points suivants : 1^o *Statu quo ante bellum*, 2^o amnistie; 3^o évacuation du territoire serbe dans les 12 jours. Le gouvernement serbe remettra ensuite à la Porte une note au sujet des garanties dans laquelle seront mentionnées les quatre points connus; savoir : Défense d'élever de nouvelles fortifications, le drapeau ottoman flottant à côté du drapeau serbe; égalité de traitement pour les Israélites, engagement à prendre par la Serbie, d'empêcher la formation de bandes armées. Il ne sera pas question de résidence d'un agent turc à Belgrade, et la question du Zvornik sera laissée de côté.

Le prince Milan enverrait au grand-vizir un télégramme dans lequel il approuverait les conditions de paix arrêtées. La Porte de son côté, prendrait acte des déclarations de la Serbie, et le Sultan édicterait un nouveau firman.

Londres, 27 février.
Chambre des communes. — M. Bourke dit que le gouvernement n'a reçu aucune information sur la nouvelle, donnée par le *Times*, touchant la démobilisation de l'armée russe.

Londres, 27 février, 2 h. soir.
Le *Times* publie une dépêche de St-Petersbourg 26 février, annonçant qu'un conseil extraordinaire des ministres présidé par l'Empereur et auquel assistait le général Ignatieff, a eu lieu. On assure que dans ce conseil on aurait décidé de démobiliser l'armée du Sud, aussitôt après la signature de la paix entre la Turquie, la Serbie et le Monténégro.

Londres, 27 février 2 heures 20 m. soir.
La hausse qui a eu lieu aujourd'hui, à la Bourse, a été produite par la dépêche du *Times* annonçant que la Russie avait décidé de démobiliser ses troupes, après la signature de la paix entre la Turquie, la Serbie et le Monténégro.

Londres, 27 février, 4 h. 20, soir.
L'Office Reuter déclare avoir reçu des renseignements authentiques qui ne confirment nullement la nouvelle donnée par le *Times*, d'une décision prise hier en conseil à St-Petersbourg, pour la démobilisation de l'armée russe.

Londres, 27 février 6 heures 15 m. soir.
Chambre des Communes. — M. Bourke, sous-secrétaire parlementaire au ministère des affaires étrangères, répondant à M. Wolf, dit que le gouvernement n'a reçu aucune confirmation du télégramme de Saint-Petersbourg, publié dans la seconde édition du *Times*, annonçant la démobilisation de l'armée russe.

L'ambassadeur de Russie, M. le comte Schouvaloff, n'avait, lui aussi, reçu cette après-midi aucune information à cet égard.

Buda-Pesth, 27 février.
Le cabinet Tizza, après avoir été renommé s'est présenté aujourd'hui devant les deux chambres. Le président du Conseil a fait un exposé de la crise et déclaré que le gouvernement accepte la responsabilité du compromis conclu avec l'Autriche.

A la première Chambre M. Majlath; à la seconde, M. Sennyey ont expliqué les motifs par lesquels ils avaient décliné la mission de former un cabinet.

Buda-Pesth, 27 février.
Le *Journal officiel* publie des lettres autographes de l'Empereur d'Autriche, relatives à la réinstallation du cabinet Tizza.

Saint-Petersbourg, 27 février.
Le *Golos* déclare que la conclusion de la paix entre la Turquie et la Serbie ferait rentrer la question d'Orient dans la même phase que celle où elle se trouvait à l'époque de l'accord survenu à Berlin.

Le journal russe ajoute que l'on serait alors forcé de poser la question de l'amélioration du sort des chrétiens de la Turquie.

Vienne, 27 février.
La *Politische correspondenz* dément, d'autre part, les bruits d'une action militaire immédiate de la Russie et dit que des démarches énergiques sont toutefois en perspective.

La décision dépend de la réponse des puissances à la circulaire Gorthschakoff.

La réponse de l'Angleterre est attendue vers la fin de la semaine.

Washington, 27 février, s.
La Chambre des représentants a adopté un projet de loi pourvoyant provisoirement à la vacance dans la présidence des Etats-Unis, dans le cas où aucun des deux candidats ne serait proclamé le 4 mars. Le projet de loi porte que le président du Sénat prendra la présidence s'il possède les qualités

Souscription

A 5,000 ACTIONS de 500 francs

Pendant la période d'organisation des actions, les actions reçoivent un intérêt de 6 pour cent, soit 30 francs par an.

L'action de la Compagnie des Minerais de fer magnétique de Collo constitue un placement de premier ordre et de tout repos. Ces minerais sont de qualité absolument supérieure, et ceux des gisements renommés de Suède et de Norvège.

L'exploitation qui aura lieu à ciel ouvert fournira annuellement 200,000 tonnes par an.

Le prix de revient de la tonne est fixé à 7 francs par les experts. Les parts de 7 francs par les experts. Les parts de 7 francs par les experts. Les parts de 7 francs par les experts. Les parts de 7 francs par les experts.

Après ces calculs, l'action recouvre un dividende de 140 francs, représentant un revenu de plus de vingt-cinq pour cent.

Prix de Souscription : 500 francs

Off verse : En souscrivant. 100 francs
Le 5 avril. 150 francs

Ensemble : 250 francs

Les autres versements seront appelés ultérieurement.

Après le deuxième versement, il sera délivré des Titres de 100 francs libérés de 250 francs.

La Souscription sera ouverte les Mardis et Mercredis 9 mars.

(Au siège social 51, rue de Provence, A PARIS, chez M. Alfred B. L. B. rue de la Grange-Batelière, et chez tous les Banquiers, Agents de change et Changeurs, de Paris et des Départements. On peut souscrire dès à présent par correspondance. 708-13144

Le sieur Garret, de Paris, atteint d'un asthme depuis plusieurs années, ne pouvant rester couché sans éprouver des suffocations violentes qui menaçaient de lui enlever la nuit dans un fauteuil. Sur les conseils du professeur Leconte, il fit usage des cigarettes indiennes, de MM. Grimault et C^o; le soulagement fut immédiat : dès ce moment les suffocations cessèrent; il put se lever, et chaque fois qu'il éprouvait une inspiration de quelques bouffées de fumée de Cigarettes suffisait pour le calmer. Dépôt dans les principales pharmacies. 13150

TAMARINDIEN GRILLON

Capital 120,000,000

Agence de Roubaix et Tourcoing 15, rue de la Poste-aux-Chénous.

Intérêts bonifiés aux déposants

A vue en Comptes de Chèques 4 0/0
Bons à échéance de 3 à 5 mois 1 0/0
» 6 à 11 » 2 0/0
» 1 an à 23 » 3 0/0
» 2 ans à 3 ans 5 0/0

GOUTTE &